

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 169 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2937 - Prix : 1€

Travailleurs licenciés, petits paysans étranglés



Les syndicats et les licenciements : le poison du protectionnisme

Page 7

Nouvelles menaces contre les travailleurs de la SPL Estival

Page 8

Grève à la centrale EDF du Port

Pages 9

Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !

Lundi 18 novembre, les agriculteurs ont repris le chemin de la mobilisation. Ils ont le grand mérite de ne pas se laisser faire. Quand ça ne va pas, ils passent à l'action. Cette combativité doit inspirer tous les travailleurs.

Car si beaucoup de petits et moyens agriculteurs sont mal traités, que dire des dizaines de milliers de salariés de l'automobile, de la chimie, de la sidérurgie et de la grande distribution qui risquent de se retrouver sans gagne-pain ? Que dire des millions d'ouvriers, d'employés, de précaires forcés de se priver parce que des produits alimentaires de base restent hors de prix et que les salaires n'ont pas suivi l'inflation ?

Pire, c'est encore aux travailleurs que le gouvernement veut imposer de nouveaux sacrifices pour éponger les déficits. C'est le monde à l'envers : ceux qui sont les plus utiles et les plus indispensables à la société sont menacés jusque dans leurs conditions d'existence, quand les grands parasites, les financiers, les actionnaires, les milliardaires se vautrent dans un luxe extravagant.

Pendant que les travailleurs de Michelin ou d'Auchan, menacés de licenciement, vivent dans l'angoisse de ce qu'ils vont devenir, les membres des familles Michelin ou Mulliez mènent des vies de pacha. Pendant que certains agriculteurs triment du matin au soir, sans savoir s'ils réussiront à se verser un salaire, l'argent coule à flots dans les caisses des trusts de l'agroalimentaire, de la chimie des engrais, des semenciers, des fabricants d'engins agricoles, de la grande distribution et des banques qui les étranglent.

Oui, il n'y a aucune raison de se laisser marcher dessus et la lutte collective est la seule et unique voie pour se faire respecter ! Mais encore faut-il savoir pour quelles revendications se battre et contre qui.

La mobilisation des agriculteurs, organisée par la FNSEA, est dirigée contre le traité commercial que l'Union européenne est en train de conclure avec l'Amérique latine, le Mercosur. Mais celui-ci n'est pas encore en place, ce n'est donc pas lui qui est responsable de leurs difficultés actuelles.

Le Mercosur, agité comme un chiffon rouge, cache l'essentiel : la domination des capitalistes les plus gros sur les producteurs plus petits. Ces derniers sont toujours pris en étau entre leurs fournisseurs et leurs acheteurs que sont l'industrie agroalimentaire et la grande distribution.

Par exemple, la famille Besnier, propriétaire du groupe Lactalis, et à la tête d'une fortune de 40 milliards d'euros, a décidé de réduire sa collecte de lait pour garantir ses marges. 500 éleveurs laitiers se retrouvent sans acheteur. Combien d'entre eux mettront la clé sous la porte ?

Les petits agriculteurs, comme les salariés, vivent sous le diktat du grand capital, et leur travail engraisse une série de parasites. Les plus gros agriculteurs, eux, jouent dans la cour des grands. À l'image du dirigeant de la FNSEA, Arnaud Rousseau, patron du groupe Avril (marques Lesieur, Puget...), ils profitent du commerce international en multipliant les exportations.

Tous les agriculteurs n'ont donc pas les mêmes intérêts. Les petits exploitants sauront-ils imposer les leurs, ou tireront-ils les marrons du feu pour les plus gros ? L'avenir nous le dira.

Comme les petits agriculteurs, les travailleurs attaqués doivent viser les véritables responsables. Et ces responsables que sont Michelin, Stellantis, Valeo se cachent tous derrière la concurrence internationale qu'ils appellent « déloyale » quand ils sont perdants. Ce discours est repris par tous les politiciens et parfois par les grands chefs syndicaux. Mais dénoncer les Chinois ou les Brésiliens, c'est exonérer de sa responsabilité le patronat que l'on a en face de nous, et c'est réduire les travailleurs à l'impuissance.

Les trusts capitalistes qui pleurnichent sur la concurrence étrangère défendent les lois du marché et la concurrence à l'échelle nationale et internationale. Et ils en sont les acteurs principaux car, pour eux, la concurrence est le seul moyen « d'aller manger dans la gamelle du voisin », comme l'avait si élégamment dit le PDG de Stellantis, Carlos Tavares.

L'unique préoccupation de ces rapaces, c'est de s'entredévorer pour gagner des parts de marché et être plus profitables que leurs rivaux. Le tout, bien sûr, avec la peau des travailleurs.

Alors, ouvriers, employés, cheminots, travailleurs du public et petits agriculteurs, pour être respectés, il n'y a pas le choix, il faut nous battre pour nos intérêts de classe contre le grand patronat qui nous exploite, contre sa rapacité et la folie de son système. Et il faut nous battre dans la perspective d'une toute autre société, une société organisée collectivement, planifiée et débarrassée de la concurrence aveugle.

Nathalie ARTHAUD

Jours fériés : pas un de trop

Le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Antoine Armand, propose de supprimer un jour férié afin de « *pouvoir financer notre modèle de protection sociale auquel nous tenons tous* ». Pour ces gens-là, il faudrait qu'on travaille plus... alors des plans de licenciements en série sont annoncés et que des travailleurs doivent se battre pour ne pas être privés d'un emploi et d'un salaire qu'ils voudraient bien conserver. Quant à travailler plus, toutes celles et ceux qui doivent se contenter d'un salaire au rabais parce que leur patron les oblige à travailler à temps partiel ne demanderaient pas mieux. Et que dire de tous les endroits où il manque du personnel, hôpitaux, usines ou bureaux ? Il

suffirait d'y embaucher autant que nécessaire pour augmenter ce fameux nombre d'heures travaillées dans le pays qui tient tant à cœur aux ministres. Le gouvernement se garde bien de le faire dans les services publics et reste complice des patrons ailleurs. Ses ministres s'emploient en revanche à mener contre les chômeurs qui, disent-ils, ne voudraient pas travailler, une campagne parallèle à celle développée sur les salariés qui ne travailleraient pas assez.

D'ailleurs, de quel modèle de protection sociale parle Antoine Armand ? Est-ce celui où des patients attendent des heures sur un brancard aux Urgences, celui où les files d'attente s'allongent aux Restaurants du

cœur, où les habitants des grandes villes en rentrant chez eux voient des sans-abri dormant à même le sol, et où des retraités sont obligés de compléter leur maigre revenu en distribuant des prospectus ?

Ce n'est pas à ceux qui s'usent déjà au travail de trimer davantage. Si le gouvernement cherche de l'argent, qu'il le prenne dans la poche de ses amis, licenciés et profiteurs capitalistes, seuls responsables du déficit budgétaire et du démantèlement des services publics. Les 73 milliards de dividendes que les 40 plus riches d'entre eux ont versés aux actionnaires en 2023 vont bien au-delà de ce que prétendent récupérer Barnier et ses ministres en supprimant un jour férié.

Revalorisation du smic : loin du minimum nécessaire

Le smic a été revalorisé le 1er novembre, soit deux mois plus tôt que d'habitude. Avec une augmentation de 2 %, les salaires de millions de travailleurs vont rester très insuffisants par rapport à l'explosion du prix de la vie.

Le Premier ministre Barnier a eu l'audace de présenter la revalorisation du smic le 1er novembre, plutôt que le 1er janvier, comme une mesure sociale en faveur du pouvoir d'achat des classes populaires. Le smic passe à 1 426,30 euros net par mois, ce qui ne constitue même pas un rattrapage à la hauteur de l'inflation, en particulier de l'explosion des prix de l'électricité, du gaz, des loyers et des courses alimentaires. Le fait que la revalorisation ait été avancée de deux mois est forcément une bonne nouvelle pour les plus de trois millions de travailleurs concernés. Mais cela veut aussi dire que la prochaine revalorisation n'aura peut-être lieu que dans 14 mois, le 1er janvier 2026.

L'État aide les patrons à maintenir

les salaires à la cave, et leur montre même l'exemple. Ainsi, 230 000 agents de la fonction publique sont payés six centimes en dessous du smic revalorisé le 1er novembre. La Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) a donc annoncé qu'elle leur verserait ces fameux six centimes, et pas un centime de plus... sous la forme d'une prime men-

suelle, pour ne pas augmenter leur salaire de base ! Enfin, il y a tous les autres salaires, bloqués depuis des années, et qui n'augmenteront pas au 1er novembre.

Les travailleurs doivent pouvoir vivre dignement avec un salaire qui suive systématiquement le coût réel de la vie.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

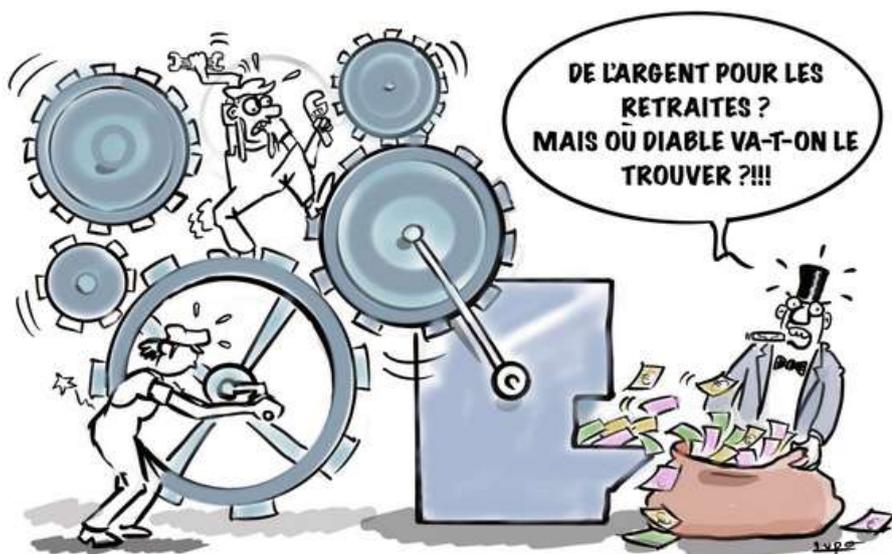
**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 22 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 23 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 24 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 14 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

Wauquiez-Barnier : larrons en foire contre les retraites



Pour boucher le trou du budget, le Premier ministre Barnier proposait, entre autres, de décaler de janvier à juillet la revalorisation des pensions de retraite.

Vu la hausse des prix, cela signifiait gruger les retraités de 4 milliards d'euros pour l'année 2025.

Laurent Wauquiez, l'homme fort de ce qui reste de la droite, a joué au bouclier des retraités et obtenu, dit-il, que les pensions soient revalorisées

de la moitié de l'inflation au 1er janvier, soit 0,9 %. Puis, au 1er juillet, les retraites inférieures au smic seraient à nouveau revalorisées pour ne pas être grignotées par la hausse des prix.

Wauquiez et le ministre du Budget qui a accepté cette proposition calculent que cela « coûterait » 800 millions d'euros à l'État sur cette période. En fait cela lui permettrait d'économiser 3,2 milliards d'euros

aux dépens de tous les retraités, puis une somme inconnue aux dépens de ceux dont la pension excède le smic et qui resterait sans doute bloquée après le 1er juillet. Comme cadeau, on a déjà vu mieux !

Le pragmatique Wauquiez, qui sait parler au petit peuple, a calculé que cela permettrait à une aide-soignante percevant une retraite de 1 000 euros d'avoir 200 euros en plus sur l'année, soit moins de 17 euros par mois. Et d'ajouter que, certes, ce n'est pas grand-chose mais quand on vit petitement, c'est déjà ça... Il ne dit pas que le tout équivaudra à une diminution car les retraites au-dessus du smic resteraient bloquées jusqu'au 1er janvier 2026. Et il ne dit surtout pas que cette misérable arnaque servira à trouver les milliards que les dynasties bourgeoises de la finance, de l'armement, de l'industrie et du grand commerce consomment et dilapident jour après jour.

Aides au développement : les bénéficiaires

Le projet de budget du gouvernement Barnier comprend une réduction de deux milliards d'euros de l'aide au développement, soit entre un quart et un tiers de ce que l'État français verse pour aider, dit-il, des pays en voie de développement.

Un certain nombre d'associations ont protesté, mettant en avant les activités qui étaient ainsi financées en direction des enfants, pour l'égalité des femmes, pour la santé, l'éducation, l'écologie, etc. Ces actions existent et c'est heureux. Les services de l'État en font d'ailleurs la promotion sur leurs sites à l'aide de magnifiques illustrations et de statistiques flatteuses, du moins avant réduction des budgets. Mais cet arbre charitable cache mal la forêt impérialiste.

Ainsi, la marine des Philippines a annoncé le 5 novembre l'acquisition

de 40 patrouilleurs français pour renforcer sa défense en mer de Chine. Ce marché de 408 millions d'euros sur plusieurs années est le fruit de « l'aide au développement » apportée par la France. Au nom du développement, un spécialiste en affaires maritimes est délégué en permanence auprès des autorités philippines. De même, un accord de coopération de sécurité et de défense a été conclu en 2023 entre les Philippines et la France. Un industriel français, spécialisé dans ce type de constructions, a été aidé pour ouvrir un chantier dans ce pays et y développer une construction navale moderne. Il va bien entendu se voir attribuer le marché, moitié sur ses chantiers français, moitié aux Philippines. Et les 408 millions d'euros seront bien sûr pris sur l'aide au développement.

Une bonne partie de cette aide va

donc rentrer dans les caisses d'un capitaliste français et servir à renforcer l'armée d'un pays qui est une brigade avancée de l'impérialisme dans son encerclement du rival chinois. Les incidents sont en effet quasi quotidiens entre les patrouilleurs et les pêcheurs philippins et leurs homologues chinois autour des îlots déserts de la mer de Chine. Les 40 nouveaux patrouilleurs vont venir à l'appui de ces interventions.

En matière d'aides au développement, il y a fort à parier que Barnier réduira celles consacrées à la lutte contre l'illettrisme et les épidémies. On ne va tout de même pas toucher à celles qui abondent les bénéficiaires des capitalistes français... et aggravent les tensions guerrières.

L' « économie de guerre » et ceux qui en profitent

En juin 2022, Macron déclarait : « La France doit passer en économie de guerre »

Eh bien, dans ce domaine il a tenu parole, la loi de programmation militaire pour les années 2024-2030 prévoit des dépenses guerrières pour 400 milliards d'euros et l'an prochain le budget de la défense s'élèvera à 50,5 milliards de crédits. Vous avez dit austérité ?

Tous ces milliards ne sont pas perdu pour tout le monde.

Les patrons et les actionnaires de Dassault, Safran, Naval Group, Nexter ou Thalès peuvent se frotter les mains, car les commandes de l'état français (le 2ème vendeur d'armes dans le monde après les États Unis)

exploitent.

Et si d'aventure, ces capitalistes ne parviennent pas à suivre la ca-



dence des productions d'engins de mort, l'État français vient à leur res-
cousse en prenant des parts dans le capital de leurs entreprises. C'est le cas d'entreprises comme Eurenco, le leader mondial d'additifs pour les carburants !

Macron leur dévoué représentant de commerce se charge en tout cas de leur fournir en permanence de nouveaux clients auprès des gouvernants ukrainien, égyptien, saoudien, indien, pays du Golfe, etc.

Les économies budgétaires voulues par son premier ministre, Barnier, c'est bon pour la Fonction publique, les écoles, la santé, la recherche médicale et le logement, pas pour les dépenses militaires !

Logements étudiants : la galère !

Sur les 25.000 étudiants de l'île, 15.343 sont boursiers. Ceci révèle que l'immense majorité des étudiants de La Réunion et de Mayotte sont issus des classes populaires, de familles rencontrant le plus de difficultés pour joindre les deux bouts.

Un État préoccupé de compenser ce handicap financier aurait program-

mé la construction ou la mise à disposition d'un nombre suffisant de chambres à un prix abordable pour celles et ceux dont les moyens financiers ne leur permette pas de payer des loyers aux prix extravagants.

Ce n'est pas le cas. En effet une enquête récente menée par la cour régionale des comptes fait ressortir que ces milliers d'étudiants boursiers de

l'université de La Réunion ne peuvent compter que sur ...1.334 places de logement mis à leur disposition par la fac !

De l'argent, l'État, la Région en ont pour les patrons, pas pour les étudiants.

Migrants noyés : Retailleau pousse-au-crime

Deux embarcations de migrants ont été secourues dans la Manche dimanche 10 novembre, et 51 personnes ont été ramenées à Calais.

D'autres ont eu moins de chance. De nouveaux corps sont retrouvés régulièrement sur les plages, portant le sordide bilan à plus de 60 morts depuis le début de l'année. C'est le résultat d'une politique gouvernementale menée sciemment. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, qu'ils accusent s'était réjoui dans un tweet début octobre de « l'engagement héroïque » des policiers pour empêcher les traversées, tout en ajoutant cyniquement que « cette efficacité avait des conséquences néfastes avec une augmentation des décès. »

La traque sans relâche dont est victime le millier de personnes massées le long du littoral les pousse à prendre toujours plus de risques. Pour éviter que les policiers ne les empêchent de partir, notamment en crevant les canots sur les plages, ceux-ci sont mis à l'eau en amont des traversées et les migrants embarquent directement dans l'eau. Ces départs précipités entraînent des situations chaotiques. Les bousculades mortelles et les noyades se multiplient. C'est ce qui explique que, depuis le début de l'année, la moitié des décès a eu lieu à moins de 300 mètres du littoral.

Comme l'a constaté le maire du Portel, une commune du littoral, « les politiques qui ont été menées par les

différents gouvernements depuis quinze ans ne fonctionnent pas. On n'empêchera jamais ces migrants de vouloir traverser. »

Une solution s'impose pour mettre fin à ces situations révoltantes : ce serait d'ouvrir les frontières et de garantir la liberté de circulation et d'installation pour tous.



COP29 : sale temps pour l'humanité

Du 11 au 22 novembre, les représentants des États de la planète se réunissent pour discuter climat. Personne ne semble attendre grand-chose de cette 29e grand-messe.

Les enjeux climatiques sont pourtant cruciaux. Pour que la planète reste viable, il faudrait réduire de 45 % d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre, générées principalement par l'extraction et l'utilisation du pétrole et du gaz, alors que les engagements actuels conduisent à une baisse de moins de 3 % de ces émissions. Les causes comme les conséquences du réchauffement climatique sont depuis longtemps parfaitement identifiées, mais de grand-messes en COP, il ne se passe rien, tant les capitalistes font ce qu'ils veulent, soutenus par leurs États nationaux.

Les mesures adoptées par les 28 COP précédentes ont surtout été

l'occasion de grands discours sur l'écologie sans qu'il en sorte des mesures contraignantes. La 29e n'y dérogera pas. Ainsi, au premier jour de la conférence, les États se sont mis d'accord sur les règles de fonctionnement du « marché carbone » décidé en 2015 et qui permet déjà aux grandes entreprises de s'acheter une virginité écologique, de se payer un droit à polluer, et se dire neutres en carbone en compensant, sur le papier, leur pollution par des crédits carbone, ceux-ci étant achetés auprès d'entreprises ayant planté des forêts dont personne ne s'occupe de savoir si leurs arbres arrivent à maturité.

L'autre question à l'ordre du jour officiel de la conférence de Bakou est celle du financement de l'action climatique, et la discussion sur les sommes apportées par les pays riches. Les entreprises du secteur énergétique, qui accompagnent les

délégations diplomatiques, salivent. Elles sont déjà richissimes, et elles se demandent combien de milliards elles arriveront à recycler dans les poches de leurs actionnaires sous couvert de transition énergétique.

Côté symbole, alors que la COP28 s'était déroulée à Dubaï chez les émirats du pétrole, la COP29 se déroule en Azerbaïdjan, un État dont le budget dépend pour moitié de l'exportation du pétrole, sous la direction du ministre de l'Écologie azéri, un ancien de la compagnie pétrolière locale, la Socar, avec qui Total est en cheville. Les intérêts des pétroliers sont bien gardés.

La mascarade est tellement évi-dente qu'elle ne peut même pas servir de publicité pour les responsables politiques. Aussi peu regardants qu'ils soient, Macron, Biden, Scholz et beaucoup d'autres ne se sont pas déplacés : c'est tout dire.

Le Sénat : une assemblée de coûteux et dangereux inutiles !

Mercredi 13 novembre, la commission des Affaires sociales du Sénat a proposé que les actifs travaillent 7 heures de plus par an sans rémunération pour financer la Sécurité sociale.

Cette mesure rapporterait en année pleine quelques 2,5 milliards d'euros à la Sécurité sociale extorqués à la classe ouvrière sous forme de travail gratuit.

Voilà tout ce que sont capables

d'inventer ces parasites pendant leurs « dures » séances de travail pour lesquels ils sont royalement payés 7605 euros brut par mois !

Les mains dans la prise...

Depuis 2000, la gestion du réseau de distribution de l'électricité, auparavant apanage d'EDF, dans les communes a été rétrocédé aux intercommunalités par le biais d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) appelé le Sidélec. Il a notamment pour rôle de « confier à des entreprises le déploiement de l'électricité dans les zones rurales et la redistribution de l'électricité dans les 24 communes de l'île ».

Ces marchés juteux (10 millions prévus pour les 4 prochaines années) en font saliver plus d'un.

Des soupçons de magouilles pour les arracher étant parvenu aux oreilles du Parquet National Financier, celui-ci a dépêché une enquête qui, aux dernières nouvelles, a confirmé qu'ils avaient été truqués en 2021 et 2022.

Quatre sociétés (Testoni, Bourbon Lumière, E2R et BetReunir) ont été condamnées à plusieurs centaines de milliers d'euros et à une exclusion des marchés publics et leurs dirigeants à plusieurs années d'interdiction de gérer leurs entreprises.

Quant aux dirigeants de Sidélec, une instruction les concernant est en

cours.

Les pratiques présentées comme illégales font en réalité partie du fonctionnement normal de la société capitaliste où seuls les patrons ont la main sur toutes les décisions, en dehors de tout contrôle des travailleurs et de la population.

Seul un contrôle effectif et permanent des travailleurs sur les entreprises, leurs choix, leurs finances et leur fonctionnement pourrait mettre un terme à ces agissements.

Tereos : " La loi, c'est moi ! "

Le groupe Tereos continue d'exploiter le travail des ouvriers agricoles et des petits planteurs en se plaçant au-dessus des lois. Alors que les petits planteurs peinent à survivre face à la hausse du coût de la vie et à la précarité de leurs revenus, certains n'ont d'autre choix que de solliciter une procédure de redressement judiciaire. Cette démarche, bien que lourde de conséquences, leur permet de bloquer temporairement leurs dettes antérieures, le temps que le tribunal statue sur leur situation.

Mais Tereos, malgré les protections signifiées par le tribunal, prélève directement sur les livraisons de canne à sucre les dettes dues par les planteurs.

Ce mépris flagrant des lois illustre

la domination sans partage d'un géant capitaliste sur l'économie. Les petits planteurs, déjà étranglés par des revenus insuffisants, sont piégés par ce système où les puissants parasites imposent leurs propres règles

aux travailleurs producteurs des richesses.

Le jour viendra où la colère des travailleurs fera que les Tereos et leurs semblables devront rendre des comptes. Ce ne sera que justice !



Les syndicats et les licenciements : le poison du protectionnisme

« Plus de 150 000 emplois vont disparaître... nous sommes au début d'une saignée industrielle » a dénoncé Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, devant les travailleurs de Michelin à Vannes et dans plusieurs médias.

La CGT a recensé près de 200 plans sociaux en cours dans de multiples secteurs, de la chimie à la grande distribution en passant par l'automobile et le BTP. Les ministres comme les cabinets d'experts ont confirmé ces chiffres dont bien des travailleurs voient les effets dans leurs villes ou leurs régions. Pour expliquer cette saignée, Sophie Binet dénonce les dirigeants d'entreprises dont le seul objectif consiste à « augmenter leurs marges » et à « distribuer toujours plus de profits aux actionnaires ». Mais elle laisse entendre qu'il pourrait en être autrement. Elle réclame « une autre politique industrielle » argumentant que « les patrons de l'automobile fabriquent des véhicules électriques très chers alors qu'ils pourraient en produire de beaucoup moins chers qui se vendraient mieux »... Comme si les PDG de Stellantis et de Renault avaient besoin de conseils



Les syndicats dénoncent, à juste titre, les milliards d'euros d'aides publiques versés à des entreprises riches qui licencient, comme Michelin ou Sanofi. Mais s'étonner, comme le fait Maryse Léon de la CFDT, que ces versements se fassent sans contrôle, dénoncer le seul Macron, laisser entendre qu'un autre gouvernement, en particulier s'il était de gauche, mènerait une autre politique, c'est mentir aux travailleurs et les livrer à de faux amis.

Ces impasses syndicales se doublent d'un discours protectionniste. Ainsi Sophie Binet a repris le discours contre la concurrence étran-

gère et en particulier chinoise, un discours qui aurait pu être prononcé par bien des politiciens, de Ruffin à Bardella. Outre sa tonalité nationaliste anti-chinoise, choquante et teintée de mépris, il revient à lier les intérêts des travailleurs à ceux de leur patron, alors que tout les oppose.

Les travailleurs ne peuvent attendre aucune protection venant du gouvernement comme le réclament les syndicats. Ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour imposer leur droit à l'existence et obliger les capitalistes à prendre sur leurs profits.

Nouvelles menaces contre les travailleurs de la SPL Estival

Il y a un an la SPL Estival était placée en redressement judiciaire suite au déficit creusé par son ancienne direction. Celui-ci s'élevait à 3 millions d'euros.

Le refinancement entrepris par la Cirest, principal actionnaire de la SPL, à hauteur de 800 000 euros, n'a pas permis de la remettre à flot à ce jour.

C'est la raison qu'invoque à présent le tribunal de commerce pour qu'un Plan Social d'Entreprise (PSE) consistant en de nouvelles économies soit voté par le CSE pour assainir les comptes de la SPL.

Le détail des mesures préconisées par l'État et soutenu par la nouvelle direction montre clairement que c'est aux travailleurs d'Estival qu'il est aujourd'hui demandé de payer les conséquences des détournements de fonds opérés par les an-

ciens dirigeants de la SPL.

Les travailleurs de la SPL Estival n'ont rien volé. Leur seule richesse, c'est d'avoir un travail. Leur seule prétention, c'est d'en vivre.

Ce nouveau PSE prévoit la suppression de 26 postes sur un effectif de 127 salariés et la baisse du point d'indice de 9,42 à 8, 65 euros, soit de environ 8 % ; 160 euros de moins sur un salaire de 2000 euros nets ! Et pour tous ceux qui ne l'accepteraient pas, ce sera la porte ! Voilà qui montre bien ce que vaut la justice bourgeoise, plus prompte à condamner les victimes de l'exploitation patronale que les patrons voyous.

Déjà en décembre 2023 pour mettre fin à plus de 15 jours de la grève, élus de la Cirest et responsables syndicaux réunis ont imposé des baisses importantes de

salaires pour soi-disant renflouer la SPL après que l'ancien directeur a dilapidé les comptes, avec là aussi, en cas de refus, la menace d'être licenciés.

Suite à l'annonce de ces nouveaux coups qui vont être portés aux travailleurs de la SPL estival, certains syndicats s'interrogent sur... la capacité de l'entreprise à supporter financièrement les futurs licenciements ! D'autres seraient prêts à accepter ce plan pourri sous prétexte d'éviter la liquidation.

On le voit, les travailleurs ont beaucoup d'ennemis et de faux amis. Ils ne doivent avoir confiance que dans leur propre force collective pour se faire craindre et respecter, pour conserver leur emploi et leur salaire. La seule arme des travailleurs c'est la grève contrôlée par les grévistes jusqu'à satisfaction !

CCAS de Saint-André : les auxiliaires de vie défendent leur droit au travail

Jeudi 14 novembre, à l'appel du syndicat Sud Solidaires, les auxiliaires de vie du Service d'Aide à Domicile (SAAD) du CCAS de Saint-André se sont mis en grève pour s'opposer à la volonté de leur direction de réduire leur temps de travail et donc de salaire.

Réunies dès 8h devant l'esplanade de la Maison de la Vanille, siège de l'entreprise, les salariées du SAAD ont dénoncé les pressions exercées par la direction pour qu'elles signent des avenants à leurs contrats avec une baisse du temps de travail de 120 heures mensuelles à 80 heures, en menaçant que le service pourrait fermer si elles refusaient. (zinfos 974).

Outre la menace sur le temps de travail, le syndicat dénonce les conditions de travail des 200 agents du CCAS, notamment des salaires différés en cas d'arrêt maladie, la

non-comptabilisation du temps de trajet comme temps de travail, ou encore des pratiques discriminatoires dans les mobilités internes. La gestion des ressources humaines du CCAS bafoue régulièrement les droits des agents, selon la représentante du syndicat.

En fin de matinée, les grévistes ont été reçues à la mairie par le directeur et la vice-présidente du CCAS, aussi adjointe à la mairie de Saint-André, qui a déclaré que le projet qui fait partie de la mise en place d'un service autonomie obligatoire d'ici janvier 2026, n'avait pas encore été acté par la mairie et que les entretiens individuels seront suspendus en attendant que des décisions leurs soient communiquées la semaine suivante.

Les grévistes ne sont pas dupes par les paroles de la vice-présidente du CCAS et de son directeur. Elles promettent de revenir à la charge si la

mairie persiste à vouloir faire des économies budgétaires sur leur dos.



Les convoyeurs de fonds en grève

Mardi 12 novembre, une trentaine de convoyeurs de fonds manifestaient jusqu'à la préfecture pour dénoncer leurs conditions de travail.

Employés chez Keepway, Brinks ou Reunival, ils sont passés à l'action après avoir demandé, en vain, à leurs employeurs de leur fournir les équipements et formations nécessaires à l'exercice de leur métier dans les règles voulues par la profession et

pour que leur sécurité soit assurée pendant leur service.

Ils ont profité de cette action pour dénoncer les planchers de camion défoncés laissant voir le bitume, l'état de délabrement de leurs véhicules, mais aussi le non respect de la périodicité des formations régulières, en particulier le maniement des armes, sans lesquelles leur sécurité et leur vie sont mises délibérément en dan-

ger.

Ils ont été reçus par un représentant de l'État, mais ont tenu à mettre pouvoirs publics et leurs patrons en garde qu'ils étaient prêts à remettre cela plus nombreux s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

Grève à la centrale EDF du Port

Les ouvriers et techniciens de la centrale thermique EDF du Port sont entrés en grève le lundi 18 novembre. Ils sont confrontés à une direction qui ne veut rien entendre de leurs revendications.

La première concerne la revalorisation de leur prime de pénibilité du fait de la conversion de leur usine au bio industriel en lieu et place du fuel lourd trop polluant.

Ce changement de carburant a gé-

né plusieurs pannes et des réglages supplémentaires des groupes de production. La direction n'a rien trouvé à redire quand ils ont mis les bouchées double pour que l'énergie demandée soit au rendez vous, mais elle fait la sourde oreille quand il s'agit de passer à la caisse.

La deuxième revendication concerne les embauches. Depuis des mois, faute de personnel en nombre suffisant dans l'usine, la direction oblige les ouvriers à enchaîner les journées en ne respectant ni les 11 heures de repos consécutives entre deux journées de travail, ni les repos hebdomadaires. Face à cette situation la direction a décidé de seulement deux embauches en 2025... dans le secteur administratif !

Les revendications des grévistes de la centrale EDF du Port sont entièrement justifiées. Ils sont déterminés à faire reculer leur direction et ont reconduit leur grève mardi 19.



EDF : un groupe riche à milliards

L'an passé, le groupe EDF a réalisé un bénéfice net de 10 milliards d'euros.

Mais dans tous les services, administratifs, des réseaux ou de la production, la direction cherche par tous les moyens (blocage des salaires, réduction drastique des « avancements » de fin d'année, non remplacement des départs à la retraite, sous traitance, non respect des temps de repos, etc.) à rogner sur ce

qui revient à celles et ceux qui font fonctionner l'entreprise et créent ses richesses.

Cela suffit !

Il faut qu'une partie de ces milliards soit convertie en salaires et en emplois. C'est le sens de la grève menée par les agents EDF du Port.

Ils doivent aussi servir à la baisse du prix de l'électricité facturé à la population !



Contrat à 0 heure : esclavagisme « moderne » !

Le CDD intermittent à temps partiel avec 0 heure garantie est une honte. Ce contrat n'offre ni stabilité ni revenu minimum, tout en maintenant les travailleurs à la merci des employeurs. Appelé à travailler seulement quand cela arrange le patronat : donc pas de salaire fixe, pas de sécurité, juste une disponibilité

permanente sous la menace de ne pas être rappelé.

Ces contrats, utilisés dans la grande distribution, la restauration ou le spectacle, permettent aux patrons de maximiser leurs profits tout en sacrifiant les droits des travailleurs.

Les parasites exploités du travail humain font faire un bond en ar-

rière à toute la société. Dans un 21ème siècle, déjà bien entamé, il est plus qu'urgent de les empêcher de nuire. En renouant avec ses capacités de lutte le monde du travail pourra mettre à bas le système capitaliste qui au nom du profit sacralisé détruit autant les hommes que la planète.

Orange : des dizaines de morts pour le capital

L'entreprise de téléphonie Orange s'était tristement faite remarquer dans les années 2008-2009 par une série de suicides au travail (35) conséquence de la politique de pressions incessantes sur les employés et cadres pour augmenter les cadences de travail et donc les profits de l'opérateur.

Malgré ces dizaines de décès, la direction d'Orange n'a pas renoncé à poursuivre cette politique de harcèlement des employés. Pour tenter de

calmer la colère des agents, elle a juste mis sur pied une politique de départs anticipés à la retraite qu'elle appelle TPS (Temps Partiel Senior) qui lui a permis de faire baisser les effectifs de l'entreprise d'un tiers pour tomber à 65 000 salariés dans l'hexagone.

Pour sa direction, c'est le moyen tout trouvé pour augmenter la rentabilité des agents qui restent au travail quitte à les y épuiser jusqu'à y perdre leur vie.

En 2022, 10 d'entre eux se suicidaient, 8 en 2023 et 8 depuis le début de cette année.

Et elle n'a même pas l'intention d'en rester là puisqu'elle projette aujourd'hui de relancer un nouveau TPS, avec la complicité de l'État qui possède toujours 23 % de cette entreprise publique française (France Télécom) privatisée le 1er janvier 1998.

DANS LE MONDE

AMSTERDAM

Les gros mensonges des soutiens de Netanyahu

Jeudi 7 novembre, des supporters israéliens ont été pris à partie à la sortie d'un match de foot opposant l'Ajax Amsterdam au Maccabi Tel Aviv. Cinq personnes ont été hospitalisées, 62 interpellées. Aussitôt, politiciens et médias sont montés au créneau.

La maire d'Amsterdam a parlé, avant de se démentir elle-même, d'« explosion d'antisémitisme », Macron de violences « qui rappellent les heures sombres de l'histoire », Joe Biden d'« abjectes attaques antisémites ». Il fallait vraiment tendre une oreille attentive pour comprendre ce qu'il s'était réellement passé. En fait, la veille au soir, ces mêmes supporters israéliens avaient décroché un

drapeau palestinien d'une façade avant de le brûler, et juste avant le match, des vidéos les montraient entonnant des chants à la gloire de l'armée israélienne, hurlant : « *Laissons Tshal gagner pour finir les Arabes* » et hurlant « *Fuck you Palestine.* » Personne n'a pourtant qualifié ces propos provocateurs ni ces actes d'« explosion de racisme », préférant affirmer que les supporters avaient été attaqués parce que juifs. Mais ce qui ressort des vidéos est que les supporters du Maccabi soutenaient le massacre d'enfants et de femmes à Gaza.

Bien sûr, s'en prendre à une centaine de supporters de foot d'extrême droite ne peut en aucun cas régler le problème de la guerre au Proche-

Orient, ni celui des Palestiniens. Peut-être même y a-t-il eu des propos antisémites proférés lors de ces violences. Mais ce sont bien les dirigeants occidentaux, ceux qui aident le gouvernement israélien à mener sa sale guerre, qui alimentent l'antisémitisme, lorsqu'ils tirent faussement un trait d'égalité entre « Juif » et « défenseur de la politique de l'État israélien ».

Cet épisode a été exploité par Netanyahu, relayé par les dirigeants occidentaux, dont Macron, et une bonne partie des médias pour alimenter la campagne taxant d'antisémitisme tous ceux qui condamnent le terrorisme d'État israélien, de façon à les faire taire.

Tous d'accord pour préparer la guerre

Après l'élection de Trump à la Maison Blanche, Macron a joué au défenseur de l'Europe le 7 novembre devant la Commission politique européenne, une instance fantôme qu'il a créée lui-même en 2022 à partir de rien, après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

En difficulté pour exister sur la scène intérieure, occupée par les querelles de chapelle et les blocages institutionnels, le président français essaie d'exister sur la scène diplomatique. Appelant l'Europe à cesser d'être un « herbivore » pour devenir un « carnivore » dans la grande compétition mondiale, Macron, comme d'autres dirigeants, agite la menace d'un désengagement américain de l'OTAN, ce qui mettrait en péril la sécurité européenne. Outre le fait que l'OTAN n'a jamais défendu les intérêts des peuples mais ceux des capitalistes des nations les plus puis-

santes de l'Alliance, et avant tout ceux des États-Unis, ces derniers ne peuvent pas abandonner leur position dominante ni en Europe ni ailleurs. Cette domination militaire, industrielle, financière de l'impérialisme américain façonne la planète depuis les deux guerres mondiales. Et s'il y a un changement avec le retour de Trump au pouvoir, ce sera surtout parce qu'il veut que les États européens mettent davantage la main au portefeuille. Mais, en réalité, tous les dirigeants occidentaux sont d'accord pour consacrer plus d'argent dans les années à venir à la production d'armements et à leurs budgets militaires.

L'Europe de la défense, dont parlent périodiquement les dirigeants européens, n'est que du vent. L'Union européenne n'a d'union que le nom : pour tout le reste, les intérêts des différents États qui la composent

divergent, et ceux-ci se livrent une concurrence exacerbée par la crise.

Le seul bilan concret de l'Europe de la défense mise en avant par les politiciens français est pour l'instant d'alimenter les carnets de commandes déjà bien remplis des Dassault, Safran, Thales, MBDA et autres marchands de mort tricolores.



La sécurité des peuples, en Europe et ailleurs, ne peut être défendue que contre les États impérialistes et leurs armées, alliés ou en opposition les uns aux autres.

ANTILLES

Contre la vie chère et pour la dignité !

Dimanche 10 novembre, c'est à Paris que plusieurs milliers de personnes ont répondu à l'appel du RP-prac (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afrocaribéens) pour dénoncer la vie chère outremer. Lundi 11 novembre, des centaines de personnes se sont retrouvées à l'aéroport Aimé-Césaire en Martinique, non pour accueillir le nouveau ministre des Outre-mers, François-Noël Buffet, mais pour venir à la rencontre des représentants du RP-prac rentrant de Paris.

Cette lutte contre la vie chère est aussi une lutte pour la dignité. Elle prend sa source dans une situation marquée par les séquelles du colonialisme. L'enrichissement des gros possédants békés symbolisés par le plus riche d'entre eux, Bernard Hayot

et son groupe GBH (groupe Bernard Hayot), en est un signe évident. Dans la mémoire collective resurgit inévitablement l'esclavage puis le colonialisme, et la longue liste de tueries de travailleurs en grève.

C'est dans ce contexte que le nouveau ministre des Outre-mers, François-Noël Buffet, a entamé ce même 11 novembre une visite de quatre jours en Martinique. L'un des objectifs de sa visite est de valider le protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère, signé le 16 octobre entre préfet, patrons de la grande distribution et élus. Il prévoit, à partir du 1er janvier 2025 et pour une période expérimentale de trois ans, une baisse des prix de 20 % en moyenne sur 6 000 produits de l'alimentation, très loin de la totalité des produits du secteur. Ladite baisse

vient de la suppression de la taxe régionale d'octroi de mer et de la TVA sur ces produits et d'une compensation temporaire de l'État versée au titre de la continuité territoriale. Dans ce montage, les profits des gros possédants notamment, les gros békés de la place, ne sont même pas écornés !

Autant dire que la visite ministérielle est surtout faite pour conforter les gros possédants locaux dans le statu quo actuel leur permettant de continuer à se gaver. Tout cela est bien éloigné des intérêts des travailleurs et de la population pauvre. S'ils veulent arracher une réelle amélioration de leurs conditions de vie, de leurs salaires et allocations, ces derniers ont tout intérêt à continuer et renforcer leur lutte.

L'étreinte des gangs se resserre

L'article suivant est extrait du mensuel *La Voix des Travailleurs* édité par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCD).

Les tirs sur un hélicoptère de l'ONU survolant le quartier de Gran-Ravine, un quartier contrôlé par le chef de gang « Tilapli » jeudi 24 octobre, les perturbations des vols internationaux, l'attaque de deux véhicules blindés de l'ambassade américaine le 21 octobre battent en brèche les mensonges de la diplomatie internationale et des autorités haïtiennes sur une amélioration de la situation sécuritaire du pays. Par ces actes, les gangs rappellent que ce sont eux les maîtres des lieux.

Il n'y a pas si longtemps, le secrétaire d'État américain, le gouverneur kényan et même des officiels haïtiens parlaient d'avancées dans les luttes contre les gangs. Ils donnaient en exemple la réouverture de l'aéroport international de Port-au-Prince et une certaine accalmie qui régnait. Des propos qui contredisaient le ressenti de la population mais qui avaient pour but de camoufler leur échec cuisant devant les gangs.

La réalité est que les ambassades occidentales, les classes possédantes et leur caste politique se fichent de la détérioration de la situation en Haïti. Dans la boue, dans le sang, ils continuent d'engranger des plus-values aux côtés des bandes criminelles. Aussi cruels soient-ils, ces gangs ne mettent pas leur système d'exploitation en question.

Ces derniers n'ont, depuis plusieurs années, concédé aucun pouce de terrain. Les territoires conquis, même vides, sont tenus et considérés comme des chasses gardées surveillées militairement. Quiconque s'y aventure est repoussé. Le Conseil présidentiel peut en témoigner. En deux occasions, les conseillers ont essayé de s'approcher du Palais national, à chaque fois, ils ont été forcés

de rebrousser chemin sous les tirs nourris des gangs. Les riverains qui ont tenté de retourner dans leurs maisons dans certains quartiers sont attaqués pendant la nuit, ceci pour leur signifier qu'ils ne sont pas les bienvenus.

Si les périodes dites d'accalmie permettent à la population de souffler, pour les gangs c'est le moment de procéder à la revue de leurs troupes, de se renforcer en armes et en nombre avant de planifier de nouvelles attaques pour conquérir de nouveaux territoires.

Le 17 octobre, alors que les paillassons du Conseil présidentiel et ceux du gouvernement de Gary Conille s'étripaient à cause de l'appât du gain et du pouvoir, la coalition des gangs criminels, « Viv Ansanm » a lancé une grande offensive sur les derniers quartiers ou communes du département de l'Ouest qui échappent encore à leur contrôle. Dans leur ligne de mire, les quartiers de Solino, Tabarre 27, la commune de l'Arca-

haïe etc. avant d'attaquer les communes de Pétion-Ville et du haut Delmas pour boucler la conquête totale du département de l'Ouest et de la capitale.

Devant l'irresponsabilité, la passivité, la lâcheté du gouvernement et de ses corps de sécurité, les masses populaires ont à se réinventer pour écrire une nouvelle page dans leurs luttes contre l'oppression et l'exploitation. Elles peuvent et doivent le faire en créant, secrètement, leurs comités de lutte.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....
Prénom :

.....
Adresse:

.....
.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :
Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

